



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

NO 147 31 décembre 1985

Prix : 2 F

MALI-BURKINA

UNE

GUERRE

CRIMINELLE

SOMMAIRE

VOIR AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
- Editorial

Page 3
- TCHAD : On prend les mêmes et on recommence

Page 4
- COTE D'IVOIRE : Derrière le triomphalisme des dirigeants, vie chère et misère pour les petites gens

Page 5
- GUINEE-BISSAU : 11 ans d'indépendance, mais déjà vieille de 25 ans

Page 6/7
- La petite bourgeoisie et les libertés démocratiques en Afrique

Page 8/9/10
- La classe ouvrière est jeune, mais elle a de l'avenir

*** **

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an
- pli ouvert : 24 F
- pli fermé : 48 F

ETRANGER : écrire au journal

A D R E S S E

DUFÉAL-COMBAT OUVRIER
pour le PAT
B.P. 42
92114 CLICHY-CEDEX

*

*

*

EDITORIAL

MALI-BURKINA : UNE GUERRE CRIMINELLE

Depuis une semaine, les régimes dictatoriaux de Moussa Traoré et de Thomas Sankara se battent pour une portion de terre située à cheval entre les deux pays.

Le 29 décembre un cinquième cessez-le-feu a été annoncé par les deux belligérants. Sera-t-il respecté et pour combien de temps ? On ne le sait pas.

En tout cas, des villages et des villes ont été bombardés de part et d'autre de la frontière, causant la mort des dizaines d'innocents. A Ouagadougou comme à Bamako, chacun se félicite de son côté d'avoir détruit des chars et des villages.

Chacun des deux régimes accuse son voisin d'avoir voulu envahir "son" territoire. Sankara dit qu'il a envoyé son armée dans les villages rattachés au Mali pour faire un recensement de la population burkinabé avec l'accord du gouvernement malien. Et ce dernier accuse le régime de Sankara d'avoir voulu profiter de l'occasion pour occuper purement et simplement "ses" villages.

Telles sont les versions officielles avancées par les deux dictateurs pour se faire la guerre. En tous les cas ni la population ni celle du Mali n'ont intérêt au déclenchement de cette hostilité. D'ailleurs ce conflit frontalier n'est pas nouveau. Cela fait plusieurs fois que les régimes se heurtent. Chacun veut garder jalousement son bout de territoire hérité du colonialisme.

Depuis quelques jours, les Moussa et Sankara n'arrêtent pas de lancer des appels à la radio et à la télévision par l'intermédiaire de leurs griots respectifs et surtout par celui de journalistes convertis en griots officiels. Ils demandent à la population de se mobiliser et de les aider à repousser l'agresseur. C'est ainsi qu'au Mali, on félicite les gros commerçants qui ont déjà donné 100 millions de francs CFA au régime corrompu de Bamako. Et ce n'est pas impossible qu'ici dans l'immigration on voit défiler les consuls, les ambassadeurs pour mendier l'argent auprès des travailleurs pour financer cette sale guerre.

Pas un sou ne devrait être donné par les travailleurs à nos oppresseurs, que ce soit ceux de Ouagadougou ou de Bamako. Ces gens-là parlent "d'envahisseur étranger" ou "d'agresseur étranger". Quelle hypocrisie ! Les populations, qu'elles soient du Mali ou du Burkina, n'ont pas besoin de chercher à l'étranger leur envahisseur et leur agresseur. Car les vrais "agresseurs" et "envahisseurs", ce sont ces galonnés dictatoriaux qui n'ont que du mépris pour les populations pauvres.

... / ...

S'il y a une chose qu'ils méritent vraiment, les deux dictateurs et leurs maîtres, c'est d'être renversés par les exploités. Les pauvres n'ont pas besoin des ces frontières qui, non seulement sont artificielles et inutiles, mais sont en plus une source de divisions et de guerres.

TCHAD

On prend les mêmes et on recommence

Le 24 Décembre dernier, une délégation du Front Démocratique du Tchad (F.D.T), organisation petite bourgeoise née récemment à Paris et dirigée par le général Djogo, est rentré à N'Djaména à la suite des tractations avec le régime de Hissène Habré.

Selon un accord intervenu entre les deux parties, le F.D.T reconnaît le régime dictatorial en place, et en conséquence demande entre autres la "libération sans conditions de tous les détenus politiques", la "garantie de toutes les libertés fondamentales", l'adoption d'une nouvelle constitution.

Les dirigeants du F.D.T n'ont même attendu l'application d'au moins une de leurs revendications pour rallier le régime. Ils savent pourtant que Habré ne tient jamais ses promesses.

En réalité les dirigeants du F.D.T sont pressés d'aller à la mangeoire gouvernementale. L'occasion est trop belle pour la rater, d'autant plus que Djogo, général sans troupes, ne dispose pas d'autres moyens pour faire pression sur le gouvernement de N'Djaména.

Ainsi donc, le F.D.T se rallie purement et simplement à la politique du dictateur Habré, comme l'avait fait récemment une tendance dissidente du Conseil Démocratique Révolutionnaire.

Tous ces gens dits de l'opposition sont politiquement du même camp ; ils ont déjà dirigé seuls ou ensemble les différents gouvernements qui se sont succédé dans le pays.

La seule chose qui les oppose, c'est tout simplement leurs intérêts personnels, ceux de leurs clans, ou la part qui doit revenir à chacun d'eux dans la mangeoire gouvernementale. Même certains éléments de la tendance de Goukouni (*aidé par les Lybiens) qui se veulent ou qui font semblant d'être plus radicaux que d'autres n'ont pas un autre objectif que celui de la négociation et de la composition avec le dictateur Habré.

Ces accords de ralliement entre seigneurs de guerre n'intéressent ni de près ni de loin la population tchadienne.



COTE D'IVOIRE

DERRIERE LE TRIOMPHALISME DES DIRIGEANTS, LA VIE CHERE

ET LA MISERE POUR LES PETITES GENS.:

Depuis la fin du congrès du PDCI (Parti unique de Côte d'Ivoire), le triomphalisme est de rigueur dans les milieux dirigeants. Pas un jour ne passe sans qu'à la radio, à la télévision, ou par les journaux, des hommes politiques pleins de suffisance et tout satisfaits ne viennent vanter les bienfaits de la politique d'Houphouët.

Bien évidemment, la Côte d'Ivoire n'est plus tout à fait le pays sous-développé d'il y a vingt ans. Et les Ivoiriens y vivent dans des conditions bien différentes que par le passé. Mais que de cynisme et d'hypocrisie derrière le spectacle qu'offrent ces corrompus!

Les réalités ivoiriennes, ce sont les petites gens qui les vivent. Le salaire minimum en Côte d'Ivoire évolue entre 30 et 40 000 F CFA, selon les spécialités. Et encore, cela fera bientôt dix ans que cela n'a pas augmenté. Pour un père de famille, payer un loyer de 8000 F CFA pour les plus chanceux - on a alors droit à une entrée-salon et une chambre à coucher pour toute la famille - ou de 15 à 20 000 F CFA et régler ses notes d'électricité et d'eau (très chères en Côte d'Ivoire), c'est tout un casse-tête.

La crainte du lendemain est la hantise générale. Non seulement les salaires de la grande majorité sont bas, mais tout coûte cher. Le sac de riz de 50 kg coûte 8000 F CFA alors que la Côte d'Ivoire produit du riz. L'huile, le sucre, produits aussi localement, sont très chers. A tel point que c'est au détail que l'huile ou le sucre s'achète: un quart de litre d'huile à 125 F CFA par exemple. Ne parlons même pas de la moindre chemise qui vaut au minimum 10 000 F CFA ou de la simple paire de chaussures fermées qu'on achète à partir de 15 000 F CFA. En plus, la crise aidant, les salaires sont bloqués depuis bientôt cinq ans dans la fonction publique.

Alors dans cette ambiance, tout le monde se "débrouille". Dans n'importe quel service, un employé ne s'occupera d'un dossier ou d'une affaire que s'il reçoit un petit cadeau (en argent). Cette pratique, un moment combattue par les autorités, est devenue le sport favori des travailleurs, petits employés comme hauts responsables.

Certains, parmi les plus favorisés des salariés, y compris les techniciens, essaient d'arrondir leurs fins de mois en trouvant de petites activités parallèles. Par exemple élever des poulets ou des lapins pour la vente. D'autres, profitant des facilités de leur emploi ou de leur poste, s'improvisent vendeurs de pièces détachées auto. Partant, c'est à qui trouvera une combine pour survivre. Car il s'agit bien de survivre pour certains.

Ce sont les plus pauvres, les plus nombreux, ceux dont la situation ne permet pas de se livrer à l'élevage ou à la moindre activité parallèle. C'est eux que la "conjoncture" frappe. Ils vivent dans des quartiers comme Port-Bouët, Adjamé, Treichville, Attiétoubé, Abobo-Gare, Youpogon. Pour l'instant, ils rêvent d'avoir une situation plus aisée. Mais il arrivera un jour où ils ne se contenteront plus de rêver, où ils voudront réellement vivre comme tous ces "auto-satisfaits" des quartiers chics. Alors, on verra réellement l'oeuvre d'Houphouët et ses acolytes.

GUINEE - BISSAU

11 ANS D'INDEPENDANCE MAIS DEJA VIEILLE DE 25 ANS

En cette fin d'année 1985, où la plupart des Etats africains ont 25 ans d'indépendance, pour la Guinée-Bissau, tout se passe comme si elle a aussi le même âge. Pourtant il y a seulement 11 ans qu'elle a accédé à l'indépendance. En effet, en septembre 1974, après plus de 10 ans de lutte armée dirigée par le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), les colonisateurs portugais ont été obligés de mettre fin à cinq siècles de domination.

Le PAIGC jouissait d'un prestige dépassant même le cadre de l'Afrique pas seulement parce que la Guinée-Bissau était un des rares pays à avoir obtenu l'indépendance au moyen de la lutte armée, mais aussi parce que le principal dirigeant Amilcar Cabral était très connu pour son action à la fois politique et théorique.

En théorisant "la lutte de libération nationale", celui-ci parlait à l'époque de bâtir une "société nouvelle" où, en plus de la justice sociale, il y aurait une véritable démocratie.

C'était l'époque où dans les "zones libérées", l'effort d'alphabétisation dans des écoles improvisées sous les arbres et les "magasins du peuple" pratiquant le troc suscitaient l'admiration de nombreux observateurs et faisaient passer la Guinée-Bissau pour un "modèle".

Mais une fois l'indépendance obtenue, l'enthousiasme a fait place rapidement aux désillusions. Il est vrai qu'Amilcar Cabral - assassiné en 1973, juste un an avant l'indépendance - n'avait pas pu poursuivre lui-même sa politique.

Mais il n'avait pas dirigé tout seul la lutte armée. Il y avait un parti qui a assuré la direction de cette lutte jusqu'à l'indépendance. Et puis, comme il s'agissait d'affirmer aux yeux de tous la continuité de la politique de Cabral, c'est le frère de celui-ci, Luis Cabral qui a pris le pouvoir. Il s'est tout de suite imposé comme un dictateur.

En effet, il n'a montré à aucun moment qu'il avait l'intention de partager le pouvoir avec le peuple ou tout simplement de tenir compte de son opinion. Au contraire son pouvoir personnel se caractérisait par l'arbitraire. Et ce qui l'intéressait, tout comme le font les autres dictateurs d'Afrique, c'étaient ses intérêts à lui et son prestige personnel et non le sort des populations. Celles-ci attendent toujours les promesses d'un lendemain meilleur faites pendant la lutte pour l'indépendance. Loin de s'améliorer, les conditions de vie se dégradent sans cesse surtout dans les campagnes.

C'est dans cette situation qu'en novembre 1980, entre autres raisons, pour tenter de désamorcer un mécontentement susceptible de devenir grandissant, le premier ministre Viera a fait un coup d'Etat. Mais son accession au pouvoir n'a évidemment rien changé. Car le problème n'est pas une question d'un simple changement d'équipe gouvernementale.

Ainsi, 11 ans après l'indépendance, l'industrie est presque inexistante en Guinée-Bissau. Elle est dérisoire et occupe moins de 5% de la population active. Pourtant des efforts ont été faits dans ce domaine. Au nom de "l'industrialisation" du pays, quelques usines clé à la main, très coûteuses et pas forcément rentables, ont été achetées, par exemple pour le décorticage du riz et la raffinerie de l'arachide. Quant à l'agriculture, elle regresse d'année en année. Il y a eu par exemple un déficit céréalier de 30 000 tonnes. en 1984-85. Cela entraîne une dépendance de plus en plus

grande des populations de l'aide étrangère en denrées alimentaires.

L'aide étrangère est vitale pour l'Etat lui-même puisque 80 % de ses finances en proviennent. Sur le plan de l'éducation, il n'y a pas davantage de progrès et le taux d'analphabétisme est de près de 80 % - c'est à-dire pratiquement le même depuis l'indépendance. D'une façon générale, la Guinée-Bissau serait au bord de la banqueroute, comme cela est le cas pour la plupart des pays d'Afrique.

Un tel bilan ne peut surprendre que ceux qui, comme les nationalistes, croient à la possibilité d'un changement réel sans détruire d'abord le capitalisme. Certains peuvent être tentés de croire que les énormes difficultés de ce pays sont les conséquences de la mauvaise gestion des dirigeants ou de la crise économique actuelle. Mais le problème est plus profond et plus général.

A notre époque où l'exploitation capitaliste se déroule à l'échelle du monde, ni les pays riches, ni (à plus forte raison) les pays pauvres ne peuvent prétendre se développer dans une sorte d'îlot de prospérité, à l'écart du système capitaliste. Donc dans le cas d'un petit pays comme la Guinée-Bissau où, à la veille de l'indépendance, il n'y avait ni route, ni la moindre industrie - mise à part une brasserie moderne - parler de construire "une société moderne" est une utopie.

Aujourd'hui, les dirigeants s'en rendent compte eux-mêmes et ils en sont réduits à tabler sur l'exploitation hypothétique du phosphore et du pétrole pour essayer de s'en sortir. Il s'agit encore là des illusions. Mais l'espoir fait vivre, comme on dit. La Guinée-Bissau se trouve donc dans la même situation sans issue que celle des autres pays africains. Et cela était prévisible car en choisissant la voie nationaliste, fût-elle radicale, pour arracher l'indépendance, elle ne pouvait mettre fin ni à l'oppression ni à l'exploitation.

Pourtant, une politique pleine d'espoir, parce que ouvrant des perspectives plus larges, est possible. Cette politique est celle qui cherche à détruire le capitalisme à l'échelle internationale.

Lors de l'assassinat d'Amilcar Cabral, nous avons publié dans ce même journal un article dont il est nécessaire de reproduire la conclusion : " Certes, nous les ouvriers, nous sommes une minorité dans nos pays. Mais dans le combat contre l'exploitation et l'oppression, nous pouvons gagner la confiance et l'appui des millions de paysans pauvres, des chômeurs, de tous ceux qui vivent dans la misère. Ensemble, nous sommes forts; ensemble, nous pouvons créer un pouvoir qui ne soit pas au service de quelques africains et impérialistes, mais à notre service.

Mais nous pouvons faire plus encore : créer une société où tous les hommes sont égaux, tous bénéficient de tous les acquis de la civilisation, tous connaissent le bien être matériel et culturel, une société socialiste. Cela n'est pas possible dans le cadre d'un seul Etat africain, ni même de l'ensemble de l'Afrique. Car les richesses qui ont été accumulées grâce en partie à notre travail, qui nous ont été volées, se trouvent dans les riches pays impérialistes, en France, en Amérique, en Angleterre ou ailleurs. Pour pouvoir en bénéficier, il faut les prendre à ceux qui les détiennent, les capitalistes des pays impérialistes.

Seuls, les travailleurs africains, nous ne le pouvons pas. Mais nous pouvons, par exemple, montrer aux ouvriers des pays impérialistes nos frères, ce que peuvent faire les travailleurs s'ils sont décidés. Nous pouvons faire en sorte qu'eux aussi ils secouent les chaînes et se débarrassent de leurs exploiters qui sont, en général, aussi nos exploiters.

Travailleurs de tous les pays, nous mettrons alors en commun toutes les richesses de la terre et nous en bénéficierons tous également, quelque soit notre race ou pays d'origine. Il n'y aura plus jamais ni exploitation ni oppression. Voilà pour nous, travailleurs, la voie de la libération.

LA PETITE BOURGEOISIE ET LES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN AFRIQUE

Des organisations africaines créées ici dans l'immigration font depuis un certain temps des meetings, des assemblées ou des réunions au cours desquels des discussions sont engagées sur le problème des libertés démocratiques et des droits de l'homme en Afrique. Il s'agit notamment du MIDD (Mouvement d'Initiative pour les Droits Démocratiques en Côte d'Ivoire), du MLT (Mouvement pour les Libertés au Togo), du CLURT (Comité de Lutte Contre la Répression au Tchad), de l'AJA (Association des Juristes Africains) et d'un mouvement pour les droits de l'Homme en Algérie.

Toutes ces organisations, à quelques nuances près, situent leur lutte sur le terrain revendicatif des libertés démocratiques en Afrique.

Parmi les intellectuels qui animent ces mouvements, certains étaient auparavant des fervents partisans des partis ou fronts uniques. C'étaient des anciens maoïstes qui soutenaient les régimes dits "progressistes" en Afrique. On trouve même parmi ces intellectuels déçus des anciens ministres qui ont directement participé à des gouvernements dictatoriaux.

A l'époque de la Fédération des Etudiants Noirs en France (FEANF), ces intellectuels n'hésitaient pas à organiser des réunions ou meetings pour cautionner la politique de tel régime "progressiste" et condamner tel autre qualifié de "fantôme". Parmi ces régimes dits "progressistes", il y avait ceux des dirigeants comme N'Krumah, Sékou Touré, qualifiés de "progressistes" dans la mesure où ces dirigeants avaient pris une certaine distance, ne serait-ce que verbale, vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale.

Certains de ces étudiants "progressistes" façon Mao sont devenus maintenant des "démocrates" tout court, partisans d'une grande démocratie en Afrique, c'est-à-dire du multipartisme. Tous ne préconisent plus de détruire les régimes en place, mais revendiquent seulement des libertés démocratiques. Et c'est tout de même une bonne chose que des petits bourgeois luttent contre le manque des libertés démocratiques chez nous en Afrique et dénoncent le non respect de ces libertés reconnues comme élémentaires.

En effet, les régimes dits "progressistes" sont rapidement devenus des vraies dictatures qui n'ont rien à envier par leurs méthodes répressives à celles que la FEANF qualifiait de régime à la "dévotion" de l'impérialisme. Le terme "valet" s'appliquait par exemple à Senghor ou Houphouët Boigny.

Une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle déçue par les régimes dits "progressistes" se tourne alors vers certains régimes militaires et voit en Sankara ou Doe par exemple des nouveaux dirigeants dignes de l'Afrique. Mais, ces régimes "au garde-à-vous" n'ont pas tardé à s'user et à montrer leur vrai visage. Par exemple le dictateur Menguistu qui fait la guerre aux maquisards de l'Erythrée et le soi-disant révolutionnaire Sankara qui a interdit toutes les organisations politiques et syndicales au lendemain du coup d'Etat n'ont rien à envier à la politique répressive de leurs prédécesseurs.

Alors le choix des intellectuels qui revendiquent actuellement les libertés démocratiques en Afrique vient, semble-t-il, d'un constat: partout en Afrique, dans n'importe quel pays, les libertés démocratiques, foulées au pied, restent à conquérir, y compris au Sénégal où le gouvernement de Diouf tolère, contrôle l'existence de plusieurs organisations politiques.

Pour le moment, cette lutte pour les droits démocratiques, ce sont des organisations petites bourgeoises qui la mènent de l'étranger. On ne sait pas si une telle lutte est menée également en Afrique. En tout cas, ce sont des organisations petites bourgeoises qui se mobilisent; si elles obtiennent quelque chose

ce sera pour elles et non pour les masses exploitées. Ces organisations peuvent mobiliser les travailleurs, les pauvres pour leur compte en se servant d'eux comme marche-pieds. C'est la raison pour laquelle le prolétariat africain n'a pas à se désintéresser de la lutte pour les libertés démocratiques ; parce qu'il a besoin de ces libertés pour organiser ses réunions, publier sa presse, créer des syndicats indépendants, non liés à l'appareil d'Etat, etc...

Le prolétariat africain a besoin de ces libertés pour s'organiser en parti politique indépendant, pour disputer le pouvoir aux organisations petites bourgeoises. Il n'a pas intérêt à s'enfermer dans les fronts démocratiques créés par d'autres organisations, fronts qui profitent en fin de compte à la bourgeoisie. Le prolétariat africain peut éventuellement conclure des accords ponctuels avec des organisations petites bourgeoises, mais il doit conserver son indépendance politique.

Les travailleurs africains n'ont pas intérêt à suivre ceux qui disent : "la classe ouvrière étant minoritaire en Afrique, il faut qu'elle s'allie à d'autres classes ou couches sociales pour la prise du pouvoir". Les gens qui tiennent un tel langage trompent les travailleurs.

Il est vrai que la classe ouvrière en Afrique est minoritaire par rapport à la masse écrasante des paysans. Mais la classe dirigeante actuelle est aussi minoritaire. Cela veut dire que la classe ouvrière, organisée, peut également prendre le pouvoir en Afrique. Et c'est la vérité.

En s'appuyant sur les paysans pauvres et sur ceux qui exercent les petits métiers dans les villes, la classe ouvrière peut mener une lutte victorieuse contre la bourgeoisie. C'est cette victoire sur la bourgeoisie qui garantira les libertés démocratiques non seulement pour les ouvriers, mais pour toutes les couches sociales.

LA CLASSE OUVRIERE AFRICAINE EST JEUNE MAIS A DE L'AVENIR

Ici, dans les pays industrialisés d'Europe, même en cette période difficile pour le mouvement ouvrier, il ne se passe pratiquement pas de jours où quelque part des ouvriers ou des employés d'une entreprise, que ce soit dans le public ou dans le privé, en se mettent en lutte pour leurs propres revendications. La presse officielle n'en fait état que lorsque ce sont des luttes d'une certaine ampleur ou concernant des grandes entreprises. Mais combien y a-t-il de travailleurs qui essaient de se défendre contre l'exploitation capitaliste.

Cette tradition de lutte dans le mouvement ouvrier vient du passé de la classe ouvrière. Il y a eu dans le passé des périodes où la classe ouvrière menait des combats révolutionnaires. Il y a eu aussi d'autres périodes où elle était plutôt en recul. Cela fait partie de l'histoire de cette classe.

Dans nos pays d'Afrique, la classe ouvrière est très jeune. Elle n'a pas encore de tradition de lutte, et elle souffre elle aussi, comme l'ensemble des pauvres, du sous-développement. La plupart du temps, faire grève signifie être licencié. Les syndicats quand ils existent ne sont que des tentacules des appareils d'Etat pour embrigader les travailleurs.

Pour un travailleur, être licencié c'est se trouver dans une situation extrêmement dure. Car déjà, l'ouvrier, même quand il a le "privilege" de travailler, il ne touche qu'un salaire de misère. Mais alors, être au chômage, c'est être sans ressources, et donc être menacé de crever de faim. Il ne peut compter ni sur "l'indemnité chômage" ni sur "l'assistance publique" (qui n'existent pas chez nous).

Mais malgré sa jeunesse, malgré sa situation difficile, plus particulièrement dans cette période de crise économique, la classe ouvrière en Afrique ne reste pas toujours les bras croisés. Il y a de temps en temps des grèves pour revendiquer des augmentations de salaire ou l'amélioration des conditions de travail.

Ces luttes, quand elles ne sont pas réprimées par les régimes en place, sont tout simplement canalisées dans des voies de garage par les syndicats uniques, ou alors ce sont des politiciens ou des dignitaires qui viennent "calmer" la situation en utilisant la démagogie paternaliste.

Dans ces conditions, même quand une petite fraction de la classe ouvrière se met en grève, il est difficile de remporter des victoires même sur le plan local. Plus généralement, ce qui est vrai pour la classe ouvrière l'est aussi pour l'ensemble des pauvres. Des mécontentements et des coups de colère éclatent de temps en temps en réponse à des décisions des gouvernements d'augmenter les tarifs des denrées de base.

On a pu le voir tout dernièrement au Soudan et un peu auparavant en Tunisie, au Maroc, en Egypte ou au Ghana. Mais quand ces coups de colère ne se terminent pas dans un bain de sang ou par des arrestations massives, ils constituent tout au plus une occasion pour les militaires de faire un coup d'Etat tout en prétendant vouloir représenter l'aspiration des populations en colère.

Alors, il arrive que la nouvelle équipe parvenue au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat soit accueillie par des applaudissements, tellement que l'équipe précédente était vomie par la population. Mais cette liesse populaire ne dure que l'instant du passage de pouvoir d'une équipe à l'autre, car au bout du compte ce ne sont que des hommes du pouvoir qui changent mais pas le pouvoir lui-même. Quant à la situation économique, elle se perpétue avec son lot de misère jusqu'au prochain coup de colère, qui va de nouveau être réprimé et se terminer peut-être par un nouveau coup d'Etat pour revenir à la case de départ.

Oui, il n'y aura pas d'autre perspective pour la classe ouvrière, et pour les pauvres en général, tant que ceux-ci n'auront pas leur propre drapeau, leurs propres organisations et leurs propres dirigeants pour mener à bien leurs luttes. L'inexistence de ces conditions illustre le retard de la conscience de classe en Afrique.

Ce retard de la conscience de classe n'est pas seulement le lot de la classe ouvrière d'Afrique mais de l'ensemble des pays sous-développés. C'est le résultat de tout un ensemble de situations objectives. Même ici dans les pays européens où le capitalisme est né, c'est petit à petit que s'est forgée la conscience de classe au cours des luttes des ouvriers du 19^{ème} siècle. C'est en luttant contre l'exploitation féroce du capitalisme encore en pleine expansion que la classe ouvrière a affiné ses armes de combat et a pris conscience d'appartenir à une classe particulière de la société, ayant des intérêts spécifiques à défendre.

C'est de cette expérience de luttes et de cette prise de conscience que sont nées les idées socialistes. Durant près d'un siècle, cette conscience s'est propagée dans l'ensemble du mouvement ouvrier international. La transmission de cette conscience était assurée par des militants socialistes, par des intellectuels révolutionnaires, dévoués à la classe ouvrière. Si bien que ces idées, nées en Europe au coeur du bastion de la bourgeoisie, se sont étendues un peu partout dans le monde. C'est cette conscience aiguë de la conscience de classe qui a permis au prolétariat russe de prendre le pouvoir et d'exproprier la bourgeoisie.

La dégénérescence stalinienne du premier Etat ouvrier a interrompu la chaîne de transmission des expériences internationales du mouvement ouvrier, si bien que celui-ci au lieu de progresser a fait un grand recul de plusieurs dizaines d'années et il le paie jusqu'à nos jours. Le stalinisme constitue un frein extraordinaire à l'émancipation de la classe ouvrière, pas seulement de Russie mais aussi du monde entier. Et jusqu'à aujourd'hui la classe ouvrière d'Afrique

paie les conséquences du stalinisme dans la mesure où elle n'a pas profité des expériences de la classe ouvrière internationale là où celle-ci était avancée et expérimentée.

La classe ouvrière paie aussi les conséquences du stalinisme en ce sens que même là où c'est elle qui devrait mener le combat, elle a laissé la place à des mouvements nationalistes qui ont été peints en rouge par le stalinisme.

C'est ainsi que tranquillement les bourgeois nationalistes ont pris la tête des mouvements insurrectionnels populaires sans que la classe ouvrière n'ait pu se donner les moyens sinon de diriger ces luttes, du moins d'exister politiquement et indépendamment des nationalistes bourgeois.

Alors aujourd'hui cette conscience de classe est pratiquement inexistante en Afrique. Mais le capitalisme, en pénétrant de plus en plus profondément en Afrique, modifie l'état des choses. Le capitalisme en poussant des centaines de milliers de paysans à l'exode vers les villes a créé de grands centres urbains hypertrophiés comme Lagos, Abidjan ou Dakar, entourés de bidonvilles où croupissent des millions de déshérités.

Par la force des choses, la mentalité des populations change avec ce nouveau genre de vie qui fait craquer les vieilles habitudes et les coutumes ancestrales qui maintiennent les populations en arrière. Beaucoup de choses qui se font toujours dans les campagnes depuis des siècles ont tendance à disparaître ou tout au moins à diminuer dans les villes. C'est le cas par exemple des anciens rapports entre les clans. Les mariages entre castes différentes interdites par les coutumes dans les campagnes reculées se pratiquent de plus en plus fréquemment dans les villes. C'est aussi le cas des rapports hiérarchiques entre castes, de même que les croyances et les superstitions.

Les bourgeois et les oppresseurs ne voient pas toujours d'un bon oeil cette évolution des choses, mais elle se fait malgré eux. C'est la conséquence de leur propre système. Ces concentrations urbaines ne sont pas seulement des bouillons de cultures du "monde moderne" en Afrique, c'est aussi une poudrière d'une puissance inestimable si elle se mettait à exploser.

Oui, le capitalisme en poussant des millions de déshérités à s'agglutiner autour des grandes villes a construit cette poudrière alimentée par la misère et la pauvreté. Le capitalisme, en venant s'implanter en Afrique, a aussi donné naissance à une classe ouvrière jeune qui, même si elle n'est pas riche de ses expériences de lutte, est riche du fait qu'elle peut constituer un pôle d'attraction pour des millions de pauvres.

La classe ouvrière africaine, si elle prend conscience de son rôle historique, peut offrir une perspective à l'ensemble des exploités. Mais pour cela, il lui faut dans son sein des militants révolutionnaires qui soient capables de lui donner confiance en elle-même et de lui transmettre des expériences de luttes du prolétariat international.

En prenant part au combat quotidien, le prolétariat africain peut assez rapidement se forger une conscience de classe et être à la tête des combats de tous les exploités. Il pourra alors être un exemple pour tous les ouvriers des autres continents.

∫
○
J

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an

Pli ouvert : 24 F

Pli fermé : 48 F

A D R E S S E

DUFEAL / COMBAT OUVRIER

Pour le P A T

B.P. 42

92114 CLICHY -CEDEX

CAMARADE, SI CE JOURNAL T'A PLU, FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI ...

PRENDS CONTACT AVEC NOUS ... ECRIS-NOUS ...

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.